

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MONTPELLIER

LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Cabinet de Philippe TREMBLAY

Dossier n° N° RG 20/00938 - N° Portalis DBYB-W-B7E-MX36
Minute n° : 20/00174

**ORDONNANCE STATUANT SUR UNE DEUXIEME DEMANDE
DE PROLONGATION D'UNE MESURE DE RETENTION
ADMINISTRATIVE**

Article L.552-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 28 Août 2020 à 10h12

Nous, Philippe TREMBLAY, juge des libertés et de la détention au tribunal judiciaire de Montpellier, étant en audience publique, assisté de Jessica GIROIX, greffier ;

Vu les articles L.552-1 à L.552-6, et R.552-1 à R.552-10 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté portant obligation de quitter le territoire français émis par le préfet de l'Hérault le 27 juillet 2020 à l'encontre de :

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M. LE PREFET DE L'HERAULT** le 27 Juillet 2020 à l'encontre de :

M.
né le 12 Août 1998 à TUNIS (TUNISIE)
de nationalité Tunisienne

notifiée à l'intéressé le 27 Juillet 2020 à 16h50 ;

Vu l'ordonnance rendue le 31 juillet 2020 par le juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Montpellier prolongeant la rétention administrative de l'intéressé pour une première durée de vingt-huit jours confirmée par ordonnance de la Cour d'Appel de Montpellier rendue le 3 août 2020 ;

Vu la requête de l'autorité administrative en date du 26 Août 2020 reçue et enregistrée au greffe du juge des libertés et de la détention le 26 Août 2020 à 14h09 tendant à la prolongation de la rétention de **M.** dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée supplémentaire de **trente jours** ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émargé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En présence de **M. LE PREFET DE L'HERAULT**, représenté par Monsieur Claude HANQUEZ, dûment habilité ;

en présence de Monsieur Mohamed TRISSIA interprète en langue arabe, inscrit sur la liste des experts de la cour d'appel de Montpellier,

M. _____ présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Me Béranger JACQUINET, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

DÉROULEMENT DES DÉBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

L'avocat du retenu soulève *in limine litis* la nullité de la procédure dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;

Il est de nationalité Tunisienne, selon le fichier visabio, il est en possession d'un passeport tunisien qui n'a pas été remis. Il y a eu de courriels en un mois, le premier pour la première prolongation et le second pour les deuxième prolongation. Les diligences ne sont pas suffisantes.

La préfecture n'a pas respecté l'accord Franco-Tunisien.

La plupart des jurisprudence fournit par la préfecture ne correspondent pas. Je vous ai transmis des jurisprudences qui correspondent.

Je vous transmets les pièces justificatifs pour une demande d'assignation à résidence, il justifie d'un hébergement stable. Il avait justifié de pièces d'un contrat de travail lors de la première prolongation.

Le représentant de l'administration est entendu en ses observations sur les moyens de nullité soulevés et sur le fond :

Il y a une jurisprudence constante, il n'appartient pas aux autorités française de contraindre les autorités étrangères. On est bien obligé de demander un laissez passer puisque nous n'avons pas de passeport. Il y a aucun doute sur son identité. On a les informations de visabio.

Fin août la préfecture a relancé les autorités. Ce n'est pas la faute de la préfecture si les autorités étrangères ne respecte pas l'accord.

Cette situation est de la faute de l'intéressé, il n'a toujours pas remis son passeport à la préfecture ou à la police alors qu'il arrive à remettre des documents justificatifs concernant son hébergement.

M. _____ **déclare par le truchement de l'interprète :**
mon passeport est à Paris. Je suis resté un mois au centre. J'ai travaillé depuis que je suis arrivé en France, je ne peux pas resté encore un mois dans le centre pour rien.

MOTIFS DE LA DÉCISION

L'article L554-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dispose qu'un étranger ne peut être placé ou maintenu en rétention que pour le temps strictement nécessaire à son départ. L'administration doit exercer toute diligence à cet effet.

L'article L552-13 du même code dispose qu'en cas de violation des formes prescrites par la loi à peine de nullité ou d'inobservation des formalités substantielles, toute juridiction ne peut prononcer la mainlevée de la mesure de placement en rétention que lorsque celle-ci a eu pour effet de porter atteinte aux droits de l'étranger.

L'article 3 de l'annexe II de l'accord cadre relatif à la gestion concertée des migrations et au développement solidaire entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Tunisienne du 28 avril 2008 stipule que la nationalité de la personne est notamment considérée comme présumée sur la base des déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie requérante. Celle-ci transmet alors à l'autorité consulaire de la Partie requise l'original exploitable du relevé des empreintes décadactylaires ainsi que trois photographies d'identité de la personne concernée. L'autorité consulaire de la Partie requise dispose d'un délai de cinq jours à compter de la réception de l'un des documents mentionnés ci-dessus pour examiner ce document et délivrer le laissez-passer consulaire si la nationalité de l'intéressé est établie.

L'avocate de l'intéressé indique notamment que ce délai de cinq jours n'a pas été respecté.

La requête de la préfecture indique, en effet : "Le 28 juillet 2020, l'intéressé ayant été identifié dans le système visabio, je saisis les autorités consulaires tunisiennes afin d'obtenir un laissez-passer dans les plus brefs délais. [...] Le 25 août 2020, je relance les autorités consulaires tunisiennes afin d'obtenir un laissez-passer dans les plus brefs délais. Je suis dans l'attente d'une réponse".

Il en résulte que ce délai de cinq jours n'a pas été respecté.

Il importe peu que ce non-respect soit le fait des autorités consulaires tunisiennes.

Aucun texte ni jurisprudence constantes connus de la présente juridiction n'indiquent, en effet, que ce non-respect devrait être le fait de l'administration française.

L'article L552-13 susvisé ne le prévoit notamment pas.

En l'occurrence, cette irrégularité ne résulte certes pas de la violation de la deuxième phrase de l'article L554-1 susvisé, mais de la dernière phrase l'article 3 de l'annexe II susvisé.

Cet article L552-13 ne conditionne, en revanche, la mainlevée de la mesure de placement en rétention qu'à la seule atteinte portée aux droits de l'étranger.

Cette atteinte est manifeste puisque cet intéressé demeure en rétention à ce jour.

Il convient, par conséquent, de déclarer la procédure irrégulière et de rejeter la requête en prolongation de cette rétention.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

DÉCLARONS la procédure irrégulière ;

REJETONS la requête en prolongation de la rétention administrative de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** ;

DISON que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que M. _____ est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

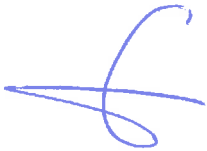
INFORMONS M. _____ que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 28 Août 2020 à 11 h 50.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention,



Reçu notification et copie de la présente ordonnance le 28 Août 2020 :

L'intéressé,



L'interprète,



L'avocat du retenu,

Par courriel

Le représentant du préfet,

Par courriel

Notification de la présente ordonnance est faite à Monsieur le procureur de la République le 28 Août 2020 à 12 h 12,

Le greffier,



Stéphane BERES
VICE-PROCTEUR

Nous,

Le procureur de la République,



déclarons ne pas interjeter appel de la présente décision,

Constatons que le 28 Août 2020 à 14 h 06, le procureur de la République n'a pas interjeté appel de la présente décision,

Le greffier,

